



La lettre de votre député

Franck MARLIN

et de Bernard BOULEY, son suppléant

Avril - Mai 2014

Édito

“Il faut s’occuper des Français et de leurs vraies préoccupations !”



Les Français, lors des élections municipales, ont infligé un désaveu massif à la politique désastreuse conduite depuis deux ans par François Hollande et sa majorité. Ils ont clairement exprimé leur volonté de changement. Les résultats sont en effet catastrophiques que ce soit en matière de chômage, de hausses de prélèvements obligatoires, de déficit public, de sécurité, de santé, d'éducation...

Ils attendaient des mesures fortes, une prise de conscience et de responsabilité. Ils ont eu le droit à un vague remaniement ministériel et un plan d'économies sans précédent de 50 milliards d'euros qu'ils devront en réalité financer par le gel de salaires, des retraites, et malheureusement encore par des hausses d'impôts. Un plan qui, en plus, va asphyxier nos villes et nos villages.

Nous avons aujourd'hui dépassé le stade du ras-le-bol fiscal. Ils sont en colère. Je l'entends tous les jours, dans toutes les communes et de la voix des habitants de toutes catégories sociales.

Faire de la politique, c'est s'occuper des Français et avoir conscience à chaque instant qu'on leur doit des comptes. C'est fixer un cap en dépassant les idéologies. C'est rassembler. **C'est surtout respecter les Français et se montrer digne de leur confiance.**

Face aux annonces non suivies d'effets, aux reniements et aux mensonges répétés, le parler vrai s'impose comme une nécessité. **La prise en compte des réalités du quotidien est la première des priorités. Il faut à la fois montrer l'exemple quand on est en responsabilité, et faire preuve de courage même si cela dérange ou remet en cause le confort de certains.**

C'est tout le sens de mon combat et de mon action à l'Assemblée nationale comme dans ma ville. Ce document en témoigne.

Bien à vous,

Franck MARLIN

Gouvernement : la “Valls” des échecs qui font mal aux Français

► Pouvoir d'achat et emploi : le fiasco

François Hollande est au pouvoir depuis deux ans.

- Le chômage a atteint un record historique : près de 5 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi en catégories A, B, C.
- Le taux de prélèvements obligatoires explose aussi : 45,9 % en 2014 contre 43,7 % à la fin 2011.
- Le pouvoir d'achat a reculé en 2012 (-1 %)
- Pour autant, la dette approche les 2 000 milliards et les engagements de réduction du déficit ne sont pas tenus, nous devons être à 3 % fin 2013 selon l'engagement de François Hollande durant sa campagne.
- La compétitivité de nos entreprises continue de se dégrader.
- Notre appareil industriel et notre savoir-faire sont menacés.

Face à cette impasse, le Premier ministre garde la même ligne tout en serrant un peu plus les vis : 12 milliards de prélèvements en plus sur les ménages en 2014 !

► Sécurité et santé : c'est de pire en pire



Alors que l'insécurité progresse partout en France et que rien n'est fait contre, les Français sont aussi victimes d'une pénurie de médecins généralistes et, plus encore, de spécialistes. La fracture sanitaire se fait de plus en plus forte, au détriment de la santé publique. Il faut permettre aux communes qui le souhaitent de pouvoir favoriser l'implantation de praticiens. Or l'Etat et ses services s'y opposent, les salariés du privé sont taxés sur leur mutuelle, et la Ministre de la santé annonce un plan d'économies historique de 10 milliards pour l'assurance-maladie, dont 2 pour les hôpitaux...

Et pendant ce temps le gouvernement détourne l'attention et s'acharne sur les usagers de la route



Faisant suite à la déclaration de Manuel VALLS sur le projet d'abaissement de la limitation de la vitesse sur les routes, de 90 à 80 km/h, Franck MARLIN a co-présidé au Sénat un colloque contre cette réforme et proposé une autre politique en matière de sécurité routière basée sur la formation de tous les conducteurs et la rénovation du réseau routier. Le tout répressif, ça suffit !

Pour votre député, il y a surtout d'autres urgences à traiter en priorité !

Sécurité



Impunité grandissante, insécurité galopante... Ça suffit !

La situation est préoccupante, voire alarmante. Le constat est sans appel : depuis mai 2012 les chiffres de la délinquance explosent. Les atteintes à l'intégrité physique et les cambriolages augmentent. Il faut restaurer l'autorité publique, il y a urgence !

Pas plus que celle du chômage, la courbe de l'insécurité n'est pas en passe de s'inverser. Selon l'Observatoire national de la délinquance, entre mars 2013 et février 2014, la délinquance globale a progressé de + 8,3 %. Il est recensé en France plus de 1 000 cambriolages par jour. Les atteintes aux personnes sont en hausse de 5,5 % rien qu'au premier trimestre 2014...

De cette dégradation et ses conséquences pour les Français, le gouvernement ne dit rien. Il est pourtant possible d'agir et d'obtenir des résultats !

À Étampes, depuis toujours, Franck MARLIN en a fait sa priorité, ce qu'il l'a conduit à prendre des décisions fortes et référentes. Au début décriées, elles ont été depuis reprises au plan national : suppression des allocations familiales contre les parents dont la responsabilité des enfants est engagée dans des actes délictueux, interdiction aux mineurs de moins de 13 ans de rester seuls dans les rues le soir, lutte contre les chiens dangereux... À la différence de certains, la sécurité n'est pas une question d'idéologie. Il faut être concret, utile.

Ce n'est pas un hasard si, à Étampes, les chiffres montrent une réelle baisse de la délinquance de près de 30 %, alors que cela augmente partout ailleurs.

Cela est dû à un travail de partenariat qui s'inscrit dans le cadre du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) créé en 2003 et de coordination entre la police nationale et municipale qui permet une présence renforcée sur le terrain. C'est aussi le résultat de la présence de la vidéoprotection. L'impact positif du dispositif « voisins vigilants » est également à noter. Étampes a été pionnière en la matière en zone police.

Des médiateurs de nuit sont venus également compléter l'action de proximité mise en place dans les quartiers.

Fort de ce bilan, votre député entend créer des partenariats entre la Ville d'Étampes et des communes de la circonscription afin d'accompagner la mise en place de mesures similaires sur leur territoire. Le partage d'expérience ne peut être que profitable, surtout quand il est question de sécurité, le premier des droits !



Pour la sécurité des personnes et des biens Franck MARLIN multiplie les interventions pour :

- Un renfort de 100 policiers en Essonne.
- Plus de moyens pour la Gendarmerie nationale dans l'accomplissement de ses missions.
- Déchoir de la nationalité française tout individu portant les armes contre les forces de police.
- Lutter contre les installations illégales sur les terrains privés.
- instaurer une « réparation citoyenne » pour les des mineurs primo-délinquants.
- Maintenir les peines plancher, refuser la systématisation des libérations conditionnelles...



Quand le ministre de l'intérieur revient sur la décision de ses prédécesseurs !

Choquant ! Outre son échec en matière de sécurité, le gouvernement s'attaque maintenant aux symboles de l'autorité républicaine, tel que les commissariats, en refusant de financer leur rénovation ou leur reconstruction comme à Étampes alors que la Ville voulait participer à son financement et que ce projet avait été validé par les précédents ministres de l'intérieur sous l'ancienne majorité présidentielle. Un syndicat de police a même dénoncé les conditions indignes de travail des policiers et d'accueil du public, rejoignant ainsi les actions menées par Franck MARLIN pour la reconstruction de ce commissariat. Le combat continue !

L'éducation de nos enfants : une priorité

Réforme des rythmes scolaires : du désaveu à la cacophonie

Le nouveau ministre de l'Éducation a annoncé un assouplissement du décret sur les rythmes scolaires. Les principaux aménagements concernent la possibilité d'alléger la semaine de classe en raccourcissant les vacances ou de regrouper les activités périscolaires sur un après-midi. Une décision qui instaure plus de souplesse mais qui signe l'aveu d'échec de la première mouture proposée par Vincent PEILLON sans pour autant répondre aux préoccupations. Pour beaucoup de communes cette réforme dans le contexte actuel de désengagement de l'État (- 11 milliards d'euros) est un coup dur et elles ne pourront pas la financer. Ce qui va créer une inégalité entre les communes riches et les communes aux moyens plus limités. L'école de la République n'est pas l'école des disparités !

La Région Île-de-France doit construire un troisième lycée ! Et vite !

À partir de septembre prochain, la sectorisation change pour les lycées. Les élèves de Boutigny-sur-Essonne, Courances, Milly-la-Forêt, Moigny-sur-École et Oncy-sur-École, iront désormais au lycée Marie-Laurencin de Mennecy. Ceux d'Angerville, Congerville-Thionville et Pussay intégreront le lycée Alfred Kastler de Dourdan. Pour Franck MARLIN, comme pour les services de l'Éducation nationale, « cette situation résulte avant tout d'un manque d'anticipation et de la non-prise en considération par le Conseil Régional Île-de-France de la hausse démographique observée dans le Centre et le Sud-Essonne, ou du moins de son ampleur. » La Région a été saisie, mais elle reste silencieuse. Quel mépris pour les élèves et leurs familles !

Malgré les promesses, les impôts vont encore augmenter en 2014. Assez !



Depuis deux ans, les Français sont assommés par une explosion de taxes et d'impôts qui pèsent sur leur pouvoir d'achat. Tout le monde en a assez. Pourtant des économies sont possibles...

50 milliards d'euros d'impôts de plus décidés par François Hollande et ses gouvernements depuis mai 2012. 150 dispositifs fiscaux créés ou modifiés, et la dette de l'Etat ne diminue toujours pas. Des heures supplémentaires fiscalisées pour les salariés. Baisse du

quotient familial pour les familles, retraités ponctionnés... Jamais la pression fiscale n'a été aussi forte... et pour quel résultat ?

Lors de son discours de politique générale, Manuel Valls a bien regretté « la feuille de paie déjà trop faible » et « la feuille d'impôt déjà trop lourde ». Vrai. Mais cela ne lui a pas empêché d'alourdir l'addition ! En 2014, ce sont plus de 8 milliards d'impôts nouveaux qui vont toucher directement les ménages les plus modestes. Il faut passer des paroles aux actes et baisser massivement la pression fiscale en urgence.

C'est aussi aux collectivités locales de montrer l'exemple

Il est plus que jamais nécessaire de faire preuve de rigueur dans la gestion des deniers publics. On ne peut pas critiquer sévèrement les hausses d'impôts et de taxes au plan national et faire l'inverse au plan local.

À titre d'exemple, pour la sixième année consécutive, la Ville d'Étampes n'a pas relevé ses taux communaux des impôts locaux, comme des taxes d'eau potable et d'assainissement. Le prix du m³ d'eau potable a pu être baissé de 25 %, la taxe d'assainissement de 26 % ces dernières années, tout comme la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (6,54 % puis de 8 % en 2013).

C'est le fruit d'une gestion rigoureuse appliquée au niveau du SIREDOM que Franck MARLIN préside. Ce syndicat lourdement déficitaire à sa prise de fonction est aujourd'hui excédentaire, ce qui a permis une diminution de la facture pour les collectivités membres, et donc les usagers dans la mesure où cette baisse leur a été répercutée. Ce qui n'a pas le cas partout.

Si ces choix stratégiques ont été et sont possibles au plan local, il est une évidence qu'ils peuvent être opérés sur l'ensemble du territoire national.

Proposition de loi

Parlementaire ou fonctionnaire F. Marlin veut imposer un choix

Le député-maire d'Étampes plaide pour une meilleure représentativité de la société au sein des chambres du parlement.

Le député de la 2^e circonscription de l'Essonne a réagi à la nomination de Dominique Voynet en tant qu'inspectrice générale des affaires sociales. « Après avoir placé au gouvernement un premier secrétaire du PS dont tout le monde s'accorde, dans ce parti, à reconnaître qu'il a été défaillant, le parachutage "d'une enfant gâtée de la République" comme l'a qualifiée le président de l'Assemblée nationale est symptomatique d'un fonctionnement républicain où le copinage prime sur la compétence et plus encore sur la volonté des électeurs », accuse Franck Marlin.

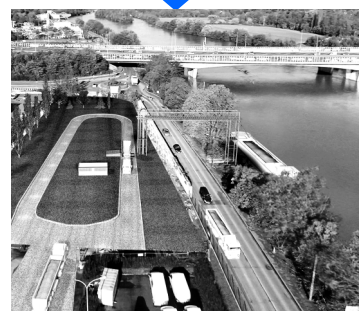
Un fonctionnement qui ne peut plus durer pour le député-maire d'Étampes. « En

cette période de défiance à l'égard de la classe politique, ce sont des décisions choquantes et regrettables qui nuisent encore un peu plus à l'image de notre démocratie. Il faut aujourd'hui et très rapidement y mettre un terme. On ne peut exiger des efforts incroyables aux Français et, dans le même temps, s'en absoudre en laissant notre République aux mains d'une caste, d'une élite ou de copains de promotion », assène-t-il.

Il demande donc l'inscription à l'ordre du jour de sa proposition de loi, déjà déposée en novembre 2010 et janvier 2013, visant à rendre incompatible le mandat de parlementaire avec un emploi dans la fonction publique et à renoncer à tout type de mission rémunérée. « Une disposition déjà appliquée en Grande-Bretagne à la Chambre des Communes », rappelle Franck Marlin. ■ T.V.

Le Républicain, édition du 24 avril 2014

Oui, l'agriculture est une force. Il faut la soutenir !



Réforme de la PAC, diminution de la prise en charge par l'Etat des assurances climatiques, loi d'avenir pour l'agriculture insatisfaisante, spécificité des zones périurbaines... sont des dossiers sur lesquels Franck MARLIN intervient sans relâche auprès du gouvernement. Il a également soutenu la réalisation

nouveau port céréalier fluvial à Corbeil-Essonnes bientôt inauguré. Un plus pour l'activité économique et la création d'emplois.

Pouvoir d'achat, emploi, formation : ce que propose votre député

Des baisses de TVA pour l'emploi

Bâtiment, services d'aide à la personne, bois de chauffage, transports publics de voyageurs, collecte des ordures ménagères,... autant de domaines frappés par les hausses des taux de TVA. Autant de secteurs défendus par Franck MARLIN au travers de nombreux amendements.

Formation des jeunes : un facteur de réussite

L'apprentissage offre aux jeunes un itinéraire concret pour maîtriser un métier, acquérir un savoir-faire et être plus rapidement intégrés dans les entreprises et le monde du travail en général. Permettre l'apprentissage dès 15 ans est une proposition de loi que votre député a co-déposée.

Redéfinissons les heures supplémentaires

La précédente majorité avait défiscalisé les heures supplémentaires pour soutenir le pouvoir d'achat. Une mesure sabrée dès l'arrivée du nouveau gouvernement. Quelle erreur ! Franck MARLIN a co-déposé une proposition de loi pour réinstaurer ce dispositif indispensable.

Parlons vrai !

Selon un rapport de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, le coût estimé des fraudes aux prestations sociales et prélèvements sociaux s'élève à 20 milliards d'euros. Incroyable ! La seule sanction possible est une amende peu dissuasive. Franck MARLIN a proposé de requalifier ces fraudes en escroquerie pour en dissuader leurs auteurs.

A10 gratuite = trafic réduit sur la RN20

Une A10 gratuite et moins chère

L'association A10 gratuite lance une nouvelle campagne médiatique pour faire valoir ses arguments.

Le 14 avril, le président de l'association Jean-Claude Lagron avait invité la presse à la présentation de cette nouvelle campagne qui se déroulera en plusieurs opérations pendant toute une année.

F. Marlin parmi les premiers signataires

Suppression du péage de Dourdan, tarifs préférentiels aux péages d'Ablis et Allainville-aux-Bois, l'association ne désarme pas. « Nous ne reven-



Jean-Claude Lagron veut la fin du péage de Dourdan.

diqons pas un privilège, nous demandons simplement que le territoire desservi soit à égalité avec les autres territoires franciliens où les autoroutes ne sont à péage qu'à environ

200 signatures dont celle de Franck Marlin, député-maire d'Étampes, secteur concerné également. « Plus de 3 500 poids lourds quittent l'A10 à la hauteur d'Artenay

50 km de Paris ou à la sortie de l'Île-de-France », écrit Jean-Claude Lagron au Président de la République. Première action de l'association, le lancement d'une grande pétition. Au 18 avril, celle-ci avait déjà recueilli plus de

pour emprunter la RN20 et rejoindre la Francilienne chaque jour », rappelle-t-il. De son côté, Jean-Claude Lagron insiste sur le fait que les automobilistes des zones périurbaines sont des "vaches à lait" pour le concessionnaire autoroutier : « Rappelons par exemple que, en 8 ans, le taux de rentabilité des concessions autoroutières est passé de 17,7 % à 25,7 %, soit le doublement de leur résultat net (...). Notre revendication représente moins de 0,3 % de ce pactole ». D'autres actions auront lieu dans les semaines à venir. **I.T.V.**

• a10gratuite.free.fr/wp/

Le Républicain, édition du 24 avril 2014

Au service des communes

Dans le cadre des réserves parlementaires, Franck MARLIN a obtenu **110 000 € de subventions en 2013 pour aider des communes :**

- **Abbéville-la-Rivière** : réinstallation de la cloche de l'église (7 600 €),
- **Boissy-le-Cutté** : réfection de la cour de la mairie (9 000 €),
- **Étampes** : réalisation d'une tribune pour accueillir le nouvel orgue en l'église Saint-Gilles (9 000 €),
- **Itteville** : achats de matériels espace-verts dans le cadre de la création de jardins d'insertion professionnelle (7 000 €),
- **La Ferté-Alais** : réhabilitation du centre de loisirs Aquarelle (10 000 €),
- **Menecy** : restauration du théâtre municipal (10 000 €),
- **Oncy-sur-Ecole** : réfection de la toiture et restauration de l'église (16 000 €),
- **Ormoy** : création d'un columbarium dans le cadre de l'extension du cimetière communal (12 000 €),
- **Puiselet-le-Marais** : réalisation d'aménagements de sécurité routière et piétonnière en agglomération (6 800 €),
- **Saclas** : rénovation de locaux municipaux en vue d'accueillir une « cellule Alzheimer » (9 000 €),
- **Saint-Cyr-la-Rivière** : changement de la chaudière alimentant l'école et la mairie (6 000 €),
- **Syndicat intercommunal à vocation unique du Val d'Essonne** (Boigneville, Buno-Bonnevaux, Gironville et Prunay-sur-Essonnes) : aménagements de sécurité aux abords de l'établissement scolaire situé à Gironville-sur-Essonnes (7 600 €).

Pour 2014, votre député a porté les projets de **Chalou-Moulineux, la Communauté de communes du Val d'Essonne, Fontenay-le-Vicomte, Menecy, Milly-la-Forêt, Ormoy, Saint-Hilaire et Valpuiseaux, pour un montant le plus de 100.000 euros.**

Non à une autoroute ferroviaire en Essonne

Alors qu'il a fallu de nombreuses années de combats et d'actions aux côtés des usagers et des élus du Sud-Essonnes pour obtenir des dessertes de TER supplémentaires entre Angerville, Étampes et Paris, le gouvernement souhaite mettre en place une autoroute ferroviaire avec des trains de plus d'un kilomètre de long sur les voies existantes. Or, cette ligne est déjà saturée. De tels passages entraîneraient une dégradation du trafic et les conditions de transports des usagers.

Votre député est donc intervenu auprès du Secrétaire d'Etat chargé des transports pour lui exprimer son refus face à de telles perspectives.

Franck MARLIN dénonce le non respect des couloirs aériens

Avec les élus du Parc naturel régional du Gâtinais français et du département de l'Essonne, Franck MARLIN a saisi le gouvernement, la DGAC et l'ACNUSA en exigeant le strict respect des couloirs aériens. Trop souvent, les avions volent trop bas et survolent des villes qui ne devraient pas l'être. Il a également demandé que soit étudié un relèvement des altitudes pour réduire les nuisances sonores.

Décharge de Saint-Escobille : le message des élus entendu !

Sous la pression des élus locaux, le Ministre de l'écologie a révisé la position. Il a ainsi indiqué à Franck MARLIN, qu'il l'avait saisi, la réouverture de la concertation. Une première étape avant que le Conseil ne se prononce. Le combat continue !

Autre dossier que le député entend défendre auprès de Ségolène ROYAL : le projet de la SFDM. Depuis plusieurs mois, les élus demandent un engagement ferme du gouvernement contre ces 340 camions citernes en plus sur nos routes !

À la rencontre des enfants



Pour le 19e Parlement des enfants, Franck MARLIN est allé féliciter les élèves de CM2 de Baulne qui avaient rédigé une proposition de loi pour défendre l'environnement. Le civisme n'attend pas le nombre des années ! Bravo à eux et à leur enseignante !